

tanin que renferme le liège, puis, avec le temps, l'élasticité disparaît par le durcissement du ciment, que l'on remplacera peut-être un jour par une matière plus durable tirée des pétroles.

## LA GUERRE TURCO-GRECQUE ET L'AVENIR DE L'ORIENT MEDITERRANEEN

(De l'*Economiste Français*).

La guerre turco-grecque est un grand malheur pour la civilisation européenne. Elle a, d'abord, fait perdre de vue les odieux massacres qui se commirent dans les provinces asiatiques de la Turquie et à Constantinople même, il y a dix-huit mois et il y a six mois. Il n'est pas impossible que cette guerre ne consolide pour quelques années ou pour une ou deux décades d'années l'Empire ottoman si branlant et qu'elle n'y facilite que médiocrement les réformes. En second lieu, la guerre turco-grecque, de la façon dont elle semble tourner et si les Bulgares et les Serbes continuent à se recueillir et à se réserver, portera à la Grèce un coup terrible et réduira ce peuple si séduisant et à certains égards si bien doué au rang de facteur secondaire dans l'élaboration des destinées de l'Orient. Les Serbes et surtout les Bulgares, autant qu'on en peut juger, vont être grandis, politiquement et moralement, de tout ce dont la Grèce sera diminuée.

Il faut dire que la Grèce a entassé fautes morales sur fautes morales, folies sur folies. Elle s'est montrée aussi imprévoyante, aussi dédaigneuse des principes et des formes, aussi présomptueuse qu'aux pires jours de son antique démocratie. Nous aimons la Grèce et nous souhaitons qu'elle se relève : aussi importe-t-il de ne pas lui cacher la vérité.

Elle a commencé, il y a dix-huit mois, par faire une des plus effrontées banqueroutes du XIX<sup>e</sup> siècle. Certes, on n'en est plus à compter avec les ruptures d'engagements de la part des Etats emprunteurs ; mais il serait impossible de citer un gouvernement, soit européen, soit américains, qui ait poussé, en cette matière, le cynisme aussi loin que M. Delyannis. Il a obstinément refusé de traiter avec les créanciers helléniques, de leur faire la moindre concession, même en ce qui concernait l'avenir ; il a mis la main sur les gages spéciaux les plus nettement stipulés. Le contraste est grand, jusqu'ici du mois, entre l'al-

tière et persistante déloyauté du gouvernement hellénique, d'une part, et la stricte régularité bulgare ou même la relative loyauté dont est empreint le concordat que la Serbie a effectué. A ce point de vue, la Grèce s'est donc placée, par un mélange d'immoralité financière et d'imprévoyance politique, fort au-dessous des Bulgares et des Serbes. Ceux-ci, les premiers surtout, ont tenu à faire figure de peuples plus sérieux.

Cette inconduite financière des Grecs n'a pas empêché et n'empêche pas que, en Angleterre, en France et en Italie, la sympathie populaire n'aille à la Grèce. Mais il en est autrement en Allemagne. Les résolutions de l'Empereur allemand, dès la première heure défavorables au cabinet d'Athènes, sont sans doute inspirées en grande partie par des motifs purement politiques. Mais il est incontestable que la considération des méfaits du gouvernement de M. Delyannis envers les porteurs allemands de titres de la Dette hellénique y est aussi entrée pour une certaine part. L'Allemagne est le pays qui possède le plus de Dette hellénique, notamment de l'emprunt dit Monopoles, dont les droits sont on ne peut mieux établis et que M. Delyannis a affrontés méconnus. Les journaux allemands depuis un an étaient remplis de récriminations à ce sujet. L'Empereur a donc trouvé un grand appui dans l'opinion allemande quand il s'est déclaré contre la Grèce. On peut, sans doute, prétendre que ce sont là des considérations matérielles et secondaires : mais on n'a pas le droit, en définitive, de blâmer ceux des gouvernements des grands Etats qui ne veulent pas laisser voler cyniquement leurs nationaux par les petits Etats. Il est d'autant plus juste que la sympathie pour les petits Etats spoliateurs soit diminuée qu'en général les porteurs de ces titres avariés sont de petites gens des rentiers modestes, des petits commerçants, des ouvriers.

La banqueroute de M. Delyannis, laissant bien loin derrière elle, celle de tous les Etats défaillants, a donc été l'un des facteurs de l'hostilité de l'Allemagne à l'endroit de la Grèce.

Voilà une première faute. Mais on n'est plus à les compter, de la part de cette Grèce infortunée. La situation pour elle restait encore belle ; elle n'avait, pour ainsi dire, qu'à attendre. L'envoi de la colonne du colonel Vassos en Crète était bien inutile. Du moment que les puissances se montraient détermi-

nées à donner à la Crète une organisation comme celle qu'eut jadis la Roumélie orientale, il était évident que l'issue, au bout de très peu de temps, eût été la même que pour cette dernière province. Quand même le prince établi en Crète n'eût pas appartenu à la famille royale de Grèce, il n'y avait aucun doute que deux ou trois années ne se seraient pas écoulées sans que l'union se fit entre la Crète autonome et le royaume hellénique. Il n'y avait besoin que d'un peu de patience. Cette union eût été consacrée avec joie par toute l'Europe. Il fallait seulement sauver les apparences, "sauver la face, comme disent les Chinois, ne point infliger à l'Europe une humiliation.

Comment les Grecs, qui devraient avoir les qualités du diplomate, ont-ils été assez fous pour ne pas comprendre l'avantage des attermoiements ? Ici, nous touchons au grand mal de la Grèce : elle vient de se présenter à l'Europe, comme au temps de la démocratie athénienne : on se croirait reporté aux jours de Cléon et de ses acolytes. La Grèce est gouvernée par la multitude. Qu'est-ce que la multitude ? Elle se compose, comme éléments, de gens ignorants, irréflectifs, ne connaissant et ne voulant connaître aucune des données des problèmes, les tranchant avec infatuation et présomption. Mais la multitude est un composé qui est encore pire que les éléments dont elle est formée ; en tant qu'elle constitue la foule, la foule qui crie dans les rues, qui manifeste devant les journaux, elle a une force de fermentation collective qui la rend mille fois plus sottise encore, plus corrompue et plus nuisible que les unités moyennes dont elle est formée. La science sociologique s'occupe, depuis quelque temps, de "la psychologie des foules," ce phénomène spécial qui exalte, dans la multitude assemblée tout les défauts et qui la rend inférieure à la généralité des individus qu'elle contient. La multitude, quand elle a pris possession d'un gouvernement, ne peut que conduire un pays aux abîmes, et c'est ce qui vient d'arriver à la Grèce.

Le gouvernement s'est effacé devant la foule ; la foule a fait l'œuvre insensée qu'elle fera toujours.

Il faut rendre cette justice aux Grecs qu'ils ont montré sur le champ de bataille de grandes qualités ; leur résistance sur la chaîne de l'Olympe, leur avance en Epire les ont honorés. Il est vrai qu'en Thessalie ils occupaient des positions naturelles très propices. Néan-